



**LE 22 MARS TOUS à LA MANIF
à 10H30
HAUTS DE VILLOTE à FOIX !**

Le 22 mars, dans le cadre d'appels intersyndicaux très largement majoritaires, cheminots, électriciens, gaziers et agents de la Fonction publique (territoriaux, hospitaliers, états) sont appelés à l'action.

La réponse aux besoins de la population, les conditions de travail et les garanties statutaires sont au centre des mobilisations du 22 mars.

À la SNCF et dans la Fonction publique, le gouvernement veut mettre en cause la maîtrise publique des missions et œuvrer à leur privatisation: projet de changement du statut juridique de la SNCF ouvrant la possibilité d'une ouverture du capital aux marchés financiers ; projets de privatisation et d'abandon de missions de la Fonction publique dans le cadre du processus Action Publique 2022.

Pour le secteur EDF distribution il y a urgence pour négocier les salaires, augmenter le pouvoir d'achat, arrêter les suppressions d'emploi et défendre et pérenniser le système de retraite par répartition et la protection des régimes particuliers.

Comme on l'a déjà vu à la Poste et France Télécom en préalable à la privatisation, les garanties statutaires des personnels sont dans le viseur : **volonté de mettre fin au recrutement sous statut à la SNCF; extension du recrutement non-titulaire dans la Fonction publique. La précarisation est en effet un moyen de soumettre les agents à des intérêts particuliers, dont ceux de la finance.**

Dans tous les cas, le gouvernement agit de manière autoritaire: menace de recours aux ordonnances pour la SNCF ; annonces unilatérales sans dialogue préalable dans la Fonction publique, privatisation des barrages.

Si elles devaient être menées à leur terme, les réformes engagées par le gouvernement seraient synonymes de passage d'une logique d'intérêt général à la loi du profit et de la rentabilité, de dégradation de la qualité du service public, de renchérissement de son coût pour l'usager, de dégradation des conditions de travail des agents, de précarisation.

Les militants de la CGT iront à la rencontre des salariés du 26 au 30 mars pour débattre et construire une grande journée d'action interprofessionnelle début avril.

Unissons-nous, salariés du secteur public et du privé pour la défense du service public et imposons une autre répartition des richesses avec des augmentations sur les salaires et pensions.

En Ariège

**Cheminots, électriciens, gaziers, agents de la Fonction publique,
usagers du service public**

UN COMBAT COMMUN POUR L'INTERET GENERAL